Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 26 (1976)

Heft: 3

Artikel: Oppression et industralisation : réflexion sur deux ouvrages de Foucault et Glucksmann

Autor: Valarché, Jean

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-80751

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

OPPRESSION ET INDUSTRIALISATION

Réflexion sur deux ouvrages de Foucault et Glucksmann

Par JEAN VALARCHÉ

La grande industrie est née dans la douleur, à l'Est comme à l'Ouest, au XXe siècle comme au XVIIIe. Cette similitude a conduit certains historiens à expliquer la misère par des raisons générales, telles que les exigences de l'infrastructure, la médiocrité du premier machinisme, l'improductivité des premiers ouvriers. D'autres historiens vont plus loin et rapprochent les politiques suivies intentionnellement par les gouvernements libéraux et marxistes. L'essai d'André Glucksmann[1] utilise la thèse de Michel Foucault[2], dont un chapitre s'intitule «Le grand renfermement», pour démontrer qu'ici et là s'est exercée la même volonté de faire du peuple l'instrument obéissant de la croissance économique: «Il (l'Etat Soviétique) introduit en bloc et d'un coup toutes les disciplines et tortures qui permirent à la bourgeoisie occidentale d'offrir une matière première humaine à son industrie.»[3] A la même intention correspond le même moyen: «A la base de l'industrialisation soviétique, comme de l'occidentale on trouve l'atomisation de la société»[4] qu'accompagne l'internement de la main-d'œuvre.

Il ne s'agit pas pour Glucksmann de renvoyer dos à dos les deux adversaires, capitaliste et soviétique, mais de remettre en cause le marxisme des successeurs de Marx. Sans entrer dans la querelle des gauches françaises, nous voudrions tirer au clair la valeur du

[1] *La cuisinière et le mangeur d'hommes*, Paris, Seuil, 1975.

[2] *Histoire de la folie à l'âge classique*, Paris, Plon, 1961.

[3] A. GLUCKSMANN, *op. cit.*, pp. 147, 148.

[4] *Ibid.*

rapprochement historique. Le passage de l'atelier à l'usine, le déplacement et l'entassement en ville de ruraux sont évidemment communs aux deux industrialisations. Il est moins évident que l'Etat libéral et l'Etat soviétique disposent des mêmes pouvoirs d'atomisation et de refonte[5]. Plus proche l'un de l'autre étaient sans doute l'Etat libéral occidental et l'Etat tsariste de la première génération ouvrière russe. Mais la confrontation de deux régimes industriels d'inspiration contraire indiquera dans quelle mesure une politique déterminée accompagne nécessairement l'industrialisation et, par conséquent, dans quelle mesure les camps staliniens s'expliquent par l'arriération économique de la Russie. A. Glucksmann en fait remonter la responsabilité à Marx lui-même. Notre article ne peut donc se borner à éclaircir un point d'histoire économique: il prendra également position sur la théorie marxienne de l'Etat. Auparavant seront dégagées les deux procédures utilisées simultanément pour donner au peuple la docilité souhaitable.

Section I: L'atomisation du peuple

Divers économistes emploient le langage de la physique pour désigner l'état de séparation des membres de la société. Le capitalisme a été «atomique» avant d'être «moléculaire». L'image est parfaitement conforme à ce que veulent montrer A. Glucksmann et d'autres philosophes. En effet, d'après Ampère, l'un des fondateurs de la physique moderne, «les atomes sont maintenus séparés les uns des autres par des forces répulsives». C'est précisément ce que les pouvoirs publics ont fait de leurs administrés, soit sur le plan économique, soit sur le plan social, dans l'un et l'autre des régimes capitaliste et soviétique.

1. L'atomisation de l'économie

La séparation concerne les rapports entre hommes et choses, aussi bien que les rapports entre les êtres humains. Les travailleurs sont

[5] «*L'ère du soupçon est nécessaire à la refonte de l'homme*», A. Glucksmann, *op. cit.*, p. 148.

privés de leurs instruments de travail et l'Etat les empêche de se concerter. C'est ce qu'on observe à l'origine de toute industrialisation.

A. *En Occident*

Marx a exposé l'atomisation des travailleurs sur l'exemple de l'Angleterre, tout en mentionnant que d'autres pays adoptaient les mêmes dispositions et subissaient les mêmes transformations. Ses analyses sont encore jugées valables par les historiens du XXe siècle, Paul Mantoux et ses successeurs. Aucun n'emploie, pas plus que Marx, le mot «atomisation», mais ils indiquent, comme lui, ce qui a isolé les travailleurs manuels pendant le temps de la révolution industrielle.

1. Les mécanismes de l'atomisation

L'économie européenne fut en crise pendant la plus grande partie du XVIIe siècle et le début du XVIIIe. Les différentes catégories de la population cherchèrent le salut en durcissant leur position.

Ainsi le remembrement de la propriété foncière constitua une sorte de réaction féodale. En même temps disparurent les barrières mises traditionnellement par l'Etat à l'avidité des puissants. Tels sont les mécanismes qui aboutirent à l'isolement des producteurs.

a) Le remembrement de la propriété foncière. L'Angleterre évolua, plus tôt que les autres pays, vers la privatisation du sol et la salarisation de ses travailleurs, parce que le succès de l'industrie lainière incitait à remplacer les champs par des pâtures à moutons. Les pouvoirs publics freinèrent le mouvement un certain temps, mais les novateurs l'emportèrent au XVIIIe siècle. Les enclosures émiettèrent la yeomanry de deux manières. D'abord une partie des paysans, qui était propriétaire – si peu que ce fût, c'était une assurance – ne sut pas s'adapter au changement, ou fut remaniée à son détriment, ce qui en fit un prolétariat agricole. Ensuite ceux qui restèrent propriétaires abandonnèrent les pratiques communes pour travailler à leur façon. Avec profit, pendant quelque temps, mais, quand vint la concurrence d'outre-mer, la plupart ne purent lui résister.

b) Le passage à l'économie libérale. La minorité non paysanne de la société d'Ancien Régime était protégée par des réglementations, venant de la profession ou des pouvoirs publics, et par des associations plus ou moins tolérées. L'évolution technique et économique ébranla l'une et l'autre protection. Après l'époque où les autorités interdisaient les machines susceptibles d'enlever le travail aux ouvriers, vint celle où l'ouverture du marché mondial, le succès de la production indigène à l'étranger, incitaient à laisser faire les inventeurs et les entrepreneurs. L'irruption du machinisme rendit caduques les dispositions limitant le matériel ou le personnel employés. L'Etat, qui avait empêché la hausse des salaires lorque la conjoncture donnait du prix à l'habileté manuelle ou l'expérience du métier, défendit mal les salaires contre la baisse au moment où le machinisme remplaça la main-d'œuvre. De même, il sévit contre les coalitions que formaient les ouvriers pour contrôler l'embauche ou maintenir l'ancienne technique. Ainsi l'ouvrier ne pouvait plus agir que seul à une époque où la nouvelle technique lui interdisait de posséder ses propres moyens de travailler.

2. Les corollaires de l'atomisation

L'isolement, à une époque de transformations économiques, détériore la condition des simples exécutants. Beaucoup ne savent pas s'adapter et en souffrent doublement. D'abord ils tombent sous la coupe de ceux qui se reconvertissent. Ensuite ils éprouvent une pauvreté grandissante à cause de la diminution du prix de leur travail (concurrence de la machine) par rapport au prix de leur subsistance. L'inflation de guerre et l'inflation de croissance se sont jointes pour élever le coût de la vie plus que le salaire ouvrier.

B. *En Union Soviétique*

Le socialisme est, au plan économique, l'association des travailleurs. Leur atomisation, qu'aperçoit Glucksmann en Union Soviétique, doit s'expliquer à partir de ce qui est essentiel en économie socialiste: la collectivisation des moyens de production et la planification des activités individuelles.

1. Les mécanismes de l'atomisation

La collectivisation des campagnes soviétiques paraît à Glucksmann «quelque peu comparable»[6] aux enclosures anglaises, en ce qu'elle a «libéré» de leur terre 20 millions de paysans qui se pressèrent à la porte des nouvelles usines. Il est vrai qu'après avoir essayé vainement de réduire le nombre des cultivateurs en fixant un rapport de prix décourageant entre ce qu'ils recevaient et ce qu'ils livraient, les autorités soviétiques provoquèrent la création de kolkhozes où fusionnèrent les exploitations individuelles. Le paysan désormais membre d'une brigade et soumis à un chef perdit son pouvoir de disposition. Sans doute il fait partie de l'assemblée, organe suprême de la coopérative. Mais la presse soviétique signale elle-même que son pouvoir est purement formel. Pendant longtemps d'ailleurs les décisions importantes (choix des productions) échappèrent au kolkhoze[7].

La planification contribue également à isoler le producteur. Elle signifie que le choix et l'exercice du métier dépendent de l'administration. Elle provoque la redistribution de la main-d'œuvre, comme fait la pression sur les prix du travail en économie libérale et compromet de la même façon la sécurité du lendemain. Elle fait passer l'accomplissement du programme au-dessus de toute autre considération, les syndicats n'étant que des «courroies de transmission» des ordres, non plus la défense d'une catégorie sociale. Elle suppose en fait une police économique qui doit trouver pourquoi le plan n'est pas exécuté à 100% et qui en est responsable. D'où résulte une méfiance qui isole chacun de son voisin.

2. Les corollaires de l'atomisation

Les kolkhoziens subissent le même genre de dépendance que les ouvriers agricoles de l'Occident. Ceux-ci, moins instruits et moins syndiqués que les ouvriers des villes, échappent rarement à la pauvreté et, s'ils changent d'exploitation, passent difficilement à un rang social plus élevé. Les kolkhoziens «n'ont pas le droit de quitter le kolkhoze autrement que pour aller dans un autre kol-

---

[6] A. Glucksmann, *op. cit.*, p. 121.

[7] Les pouvoirs du kolkhoze ont augmenté depuis la déstalinisation.

khoze»[8]. Encore aujourd'hui un travailleur soviétique ne saurait refuser l'emploi que lui trouve l'administration sans courir le risque d'être inculpé pour «parasitisme».

Glucksmann ne mentionne pas que l'atomisation commença en Russie avant la révolution, parce que son horreur de l'Union Soviétique est à la mesure de l'espérance qu'elle éveillait jadis chez beaucoup d'Occidentaux. Mais l'historien doit rappeler que le remembrement de la propriété foncière et une certaine libéralisation économique ont caractérisé le premier «take-off» de la Russie, à la fin du XIXe siècle. L'un et l'autre ont provoqué la même «atomisation» des paysans cultivant hors du mir et des ex-paysans rendus en usine. La misère des trop petits propriétaires et des premiers ouvriers fait partie de l'histoire russe tout comme l'Archipel du Goulag.

En définitive l'homme au travail subit la même atomisation, lorsque se construit la grande industrie, dans les régimes capitaliste et soviétique.

2. *L'atomisation de la Société*

Les ouvrages de Foucault et de Glucksmann insistent sur le dépouillement de l'homme habitant, comme sur sa disqualification de travailleur. Le second compare, également sur ce point, ce qui s'est passé à l'Ouest et à l'Est.

A. *L'atomisation de la société occidentale*

Les enclosures ont signifié plus que la modernisation de l'agriculture. Elles ont changé l'habitat des campagnes en dispersant les villageois au milieu de leurs terres. A la même époque intervinrent d'autres changements qui contribuèrent à l'exclusion des pauvres.

1. Les mécanismes de l'atomisation sociale

a) Le protectionnisme urbain : La ville dressa ses remparts contre le seigneur ou l'envahisseur, puis en fit une barrière contre les

[8] Amalrik, cité par A. Glucksmann, *op. cit.*, p. 122.

errants que multipliaient de temps à autre les vicissitudes politiques. Marx mettait à l'origine du prolétariat anglais le licenciement de nombreuses suites seigneuriales, une fois terminée la guerre des Deux-Roses, tout comme les expulsions des tenanciers lors des changements de propriétaire. En réalité, si la plupart des exclus se dirigeaient vers les villes, ce n'était pas toujours pour y prendre un travail: «Vers la moitié du XVIIe siècle, les truands avaient fait de Paris leur capitale».[9] Les pauvres violents, ou bien forment des colonnes de brigands qui parcourent le pays, ou bien occupent les bas-fonds des villes. Parfois les autorités municipales les en font sortir. D'abord en cas de reprise économique, pour les forcer à s'embaucher: «Un arrêt du Parlement daté de 1606 décide que les mendiants seront fouettés, marqués et chassés de Paris»[10]. Egalement lorsque la famine menace: «Le consulat de Lyon en 1709 défend la sortie des blés et ordonne à tous vagabonds de sortir de cette ville»[11].

b) Le régime des pauvres: Une société se caractérise par l'aide qu'elle apporte aux pauvres aussi bien que par la nature du pouvoir ou le niveau de la technique. La société anglaise issue de la Réforme a imaginé une aide dont Mantoux a bien indiqué les contradictions. L'objectif étant de «briser la classe dangereuse des mendiants professionnels, qui avait pris, au milieu du XVIe siècle, un développement redoutable»[12], les premières mesures consistèrent à imposer l'assistance aux paroisses, pour que les pauvres n'aient plus besoin de s'unir contre les nantis. La loi du domicile incita les pauvres à rester dans leur paroisse d'origine, où ils obtiendraient un minimum vital autrement que par la violence. Mais les conditions mises à l'assistance lui enlevaient tout caractère communautaire. Selon Mantoux le droit à l'assistance concourut à une atomisation sociale en rendant le pauvre indifférent à son activité. Pris en charge par la paroisse, il se désintéressa, soit de la disposition

---

[9] Marx, *Economie*, (Ed. la Pléiade), p. 1195.

[10] Foucault, *op. cit.*, p. 78.

[11] D. Furia et P.-Ch. Serre, *Techniques et Sociétés*, Paris 1970, p. 134.

[12] Mantoux, *La Révolution industrielle au XVIIIe siècle*, nouv. éd., Paris 1959, p. 452.

d'une ressource productive, soit de la coopération avec d'autres travailleurs.

2. Les effets de l'atomisation sociale

Les pauvres furent, au XVIIe siècle, traités en mineurs dont on fixe le statut social comme la façon de travailler. Les villages, communautés traditionnelles, perdirent de leur importance. Le droit d'aller, de venir ou de demeurer fut refusé aux pauvres par des réglementations cruellement sanctionnées. Il y eut prolétarisation parce que, soit l'aide, soit la rémunération du travail ne suffirent pas. La société d'alors ne donna à la plupart de ses membres ni la disposition d'une terre ni la garantie d'un salaire décent. Le désordre vint de ce qu'elle essaya des mécanismes modernes de travail et de vie (mobilité des ressources productives, sécurité sociale) alors que la mentalité et les institutions restaient traditionnelles.

B. *L'atomisation de la société soviétique*

Comment un pays socialiste peut-il faire de chacun «un îlot isolé»[13]? La réalisation ne correspond assurément pas à l'intention, mais ce qu'on sait de l'histoire soviétique permet d'expliquer la contradiction.

1. Les mécanismes de l'atomisation sociale

L'Union Soviétique a utilisé la lutte des classes et la prépondérance d'un parti pour refondre l'homme, c'est-à-dire, en premier lieu, dépouiller le vieil homme.

a) La lutte des classes rurales: Les campagnes, en Russie comme ailleurs, avaient une structure «moléculaire». Les particularités de la vie et du travail agricoles conduisent à l'entraide de voisins, même inégaux. Cependant les Soviets classèrent les paysans en plusieurs catégories, ce que faisaient d'ailleurs les économistes d'avant la guerre de 1914[14]. Les critères du nouveau régime furent

[13] EHRENBOURG, cité par GLUCKSMANN, *op. cit.*, p. 148.

[14] «L'Atlas agricole de 1914 analysait à part deux types sociaux d'agriculture.» R. DUMONT, *Sovkhoze, Kolkhoze ou le problématique communisme*, Paris 1964, p. 24.

d'être propriétaire terrien ou non et surtout d'employer ou non des ouvriers agricoles. La fiscalité et le droit au crédit différèrent d'une classe à une autre classe rurale.

La jalousie naturelle du pauvre envers le riche pouvait en effet dissocier le monde rural. Mais finalement elle compta moins que la méfiance des cultivateurs dans leur ensemble à l'égard des citadins, fortifiée par la discordance des prix comme par la primauté de principe du prolétaire sur le paysan. Sans doute, lorsque les autorités lancèrent leur programme de collectivisation du sol, bien des paysans pauvres réclamèrent la constitution de kolkhozes. Mais les koulaks qui s'y refusaient reçurent l'appui de beaucoup de simples moujiks.

b) Le pouvoir du parti: le parti contribua à briser l'unité paysanne. Plus généralement il servit à dissocier les anciennes communautés (paroisse, famille ...) en politisant toutes les relations d'homme à homme. Les communistes «sont» l'Etat en théorie et en pratique. Ils occupent les postes importants sur tous les plans (administratif, professionnel, syndical, coopératif, culturel, scolaire). On ne peut se rejoindre que par leur intermédiaire. Ils interdisent ainsi toute manifestation d'autonomie dans une sphère quelconque d'activité.

2. Les effets de l'atomisation sociale

L'objectif premier de la collectivisation du sol était d'augmenter la ponction de l'Etat sur les surplus agricoles, pour qu'il ait de quoi financer l'industrialisation. Une réduction massive du nombre des agriculteurs en était le corollaire: moins de parties prenantes au revenu agricole et plus de main-d'œuvre pour peupler les nouvelles usines. Les premiers plans quinquennaux virent en effet d'énormes déplacements de population. Devenus une masse inerte, plus ou moins convaincus par une incessante propagande, les Russes allèrent de leurs régions d'origine aux territoires qui se prêtaient le mieux à l'industrie moderne (présence de cours d'eau, de matières premières, ...). Certains de ces déplacements furent volontaires: de grands progrès ne peuvent s'expliquer uniquement par la contrainte. La plupart vinrent pourtant de condamnations ou de menaces. En outre l'obligation d'avoir un livret de travail et

un passeport intérieur empêcha le Soviétique moyen de se dérober, s'il trouvait trop dur son nouveau travail.

Tel est le premier aspect de la nouvelle société. Mais l'industrialisation exigeait autre chose que des ruptures. De nouveaux groupes se formèrent pour la servir.

Section II: Le regroupement forcé

L'industrie moderne suivit au XVIIIe siècle une filière charbon-acier-outillage qui suppose un afflux régulier de main-d'œuvre en certains points privilégiés. L'Union Soviétique adopta la même filière cent cinquante ans plus tard. Dans l'un et l'autre cas le volume nécessaire de main-d'œuvre fut obtenu par contrainte, mais la portée de celle-ci est différente à l'Est et à l'Ouest.

1. La création de la main-d'œuvre industrielle

L'industrie moderne émergea lentement en Occident, rapidement en Union Soviétique. Deux périodes seront étudiées à part dans le premier cas. La Russie eut une industrie moderne dès le régime tsariste, mais la révolution l'a tellement réduite et le régime suivant tellement transformée qu'on peut, sans arbitraire, limiter l'analyse à la période soviétique.

A. *En Occident*

1. Aux préludes de l'âge industriel

Glucksmann rappelle ce qu'a écrit Marx sur les sévices qui accompagnèrent l'accumulation primitive. Un chapitre du *Capital* est consacré à «la législation sanguinaire contre les expropriés à partir de la fin du XVe siècle». Glucksmann choisit comme preuve d'abus le «grand renfermement» analysé par Michel Foucault. De l'un à l'autre il y a déplacement du centre d'intérêt. Foucault part d'un point de vue culturel et psychiatrique, alors que Glucksmann aborde surtout un problème de science politique (le rapport de gouvernant à gouverné) et, secondairement, le problème économique

de l'accumulation du capital. Le glissement est dû évidemment au désir qu'a Glucksmann de comparer l'Etat soviétique à l'Etat bourgeois. Mais les deux auteurs considèrent l'internement des pauvres comme une politique délibérée et, au moins partiellement, d'intention industrielle, ce qui doit retenir l'attention des historiens de l'économie. Les maisons de travail n'étaient pas les seuls rassemblements de pauvres: les manufactures jouaient le même rôle, qui sera également examiné.

a) Le renfermement des pauvres: Enfermés ou renfermés – l'âge classique emploie les deux termes – de quoi s'agit-il? Nous distinguerons l'aspect socio-culturel et l'aspect économique du renfermement.

Foucault l'explique surtout par un changement d'opinion, depuis la Renaissance, à l'égard du mendiant, et du pauvre en général. La laïcisation de la société enlève à la mendicité sa valeur religieuse. Le travail prend au contraire une valeur morale plus grande. En même temps les guerres fréquentes multiplient le nombre des mendiants. Ils apparaissent alors comme un fléau social. Une compassion naturelle incite à secourir le faible et le XVIe siècle imposa aux riches de faire l'aumône. Mais parmi les pauvres il y a des bons et des méchants, certains préférant le vol au travail et leur agressivité se montra davantage à partir du XVIe siècle. Les gens s'en émurent. Ainsi en France, aux Etats Généraux de 1614, le Tiers Etat présenta des cahiers de doléances qui préconisaient l'internement comme la solution assurant à la fois le secours et le travail. Suite fut donnée à la requête puisqu'un édit de 1662 prescrivit d'établir, dans toutes les villes et gros bourgs du royaume, des «hôpitaux généraux». Toute l'Europe institua le même renfermement. En Angleterre, au XVIIe siècle, le juge de paix devait aménager une maison de correction dans le ressort de sa juridiction, décider qui méritait d'y être envoyé et installer des métiers et ateliers divers pour subvenir aux besoins des internés. En Allemagne on trouvait des Zuchthäuser, aux Pays-Bas également. Non moins générales étaient les mesures contre les mendiants et les vagabonds. Le pauvre peut et doit gagner son pain dans un établissement déterminé. Il lui est donc interdit, soit de mendier, soit d'errer soi-disant pour trouver du travail. Les vagabonds sont con-

damnés au fouet, les mendiants récidivistes aux galères, voire à la pendaison. «Soixante douze mille furent exécutés en Angleterre sous le règne de Henry VIII»[15]. L'Hôpital général paraît également inhumain. On y met ensemble les infirmes, les fous, les enfants abandonnés, les «gueux», définis comme sans métier et sans caution; on y met parfois aussi les jeunes insoumis, les femmes infidèles, les protestants, bref tous ceux qui ne reproduisent pas le «modèle» du Français moyen. Glucksmann en conclut: «L'Hôpital général préfigure le camp de concentration»[16].

L'aspect *économique* du renfermement est traité aussi par Foucault, qui se garde pourtant d'en rapprocher des situations contemporaines. Deux faits lui paraissent significatifs.

1. L'internement est lié à la conjoncture économique: «Il est, dans toute l'Europe, l'une des réponses données par le XVIIe siècle à une crise économique qui affecte tout l'Occident»[17]. Les désordres monétaires, les guerres, l'individualisme agraire ont multiplié les sans-travail. Mais les Hôpitaux généraux et les établissements similaires offrent des emplois. Il ne s'agit parfois que de «parquer» des chômeurs dont on redoute la violence. Ainsi, en Angleterre, la première maison de correction fut ouverte en temps de récession et occupa les pensionnaires sans esprit de rentabilité. Mais «l'exigence morale devient une tactique économique lorsqu'après 1651 le commerce et l'industrie se développent»[18]. De même en France Colbert déplorait que la balance du commerce fût déficitaire malgré les ressources du pays. Mettre au travail les chômeurs permettrait de multiplier les manufactures et d'atteindre ainsi la prospérité de la Hollande ou de l'Angleterre.

2. Les maison d'internement apparaissent d'abord aux points les plus industrialisés du pays: à Worcester et Bristol pour l'Angleterre, à Lyon pour la France, à Hambourg pour l'Allemagne. Les règlements des établissements prévoient comment et à quoi travailleront les internés. En général ils sont affectés à des tâches

---

[15] MARX, *op. cit.*, p. 1192.
[16] GLUCKSMANN, *op. cit.*, p. 109.
[17] FOUCAULT, *op. cit.*, p. 83.
[18] *Ibid.*

simples, tels que le filage et le tissage. A moins qu'on ne les envoie à l'extérieur exécuter des travaux de voirie ou qu'on ne les «détache» à la campagne pour aider les agriculteurs. Ceci traduit la volonté des pouvoirs publics de réduire le sous-emploi. Des gens qui n'ont jamais travaillé, d'autres qui ne travaillaient qu'occasionnellement, seront rassemblés là où leur capacité de travail peut être pleinement utilisée, c'est-à-dire dans les villes où l'industrie progresse.

b) Le rôle des manufactures: les pauvres n'étaient pas rassemblés par contrainte dans les manufactures comme ils l'étaient dans les Hôpitaux généraux. Mais ne peut-on admettre à côté d'une contrainte légale une obligation de fait? Les ouvriers des manufactures formaient-ils une autre catégorie sociale que les gueux pourchassés dans les rues et amenés dans les Hôpitaux? La complémentarité des Hôpitaux et des manufactures était admise par un théoricien de l'assistance publique comme Barthélemy de Laffemas, valet de chambre de Henri IV, qui écrivit dans un projet d'édit, en 1601: «On dressera des lieux publics auxquels l'on fera travailler des manufactures et des plus faciles»[19]. L'Etat peut diriger des travaux simples, mais laissera aux particuliers, spécialement aux manufacturiers, le soin des fabrications délicates. Il les aidera, car ils occuperont beaucoup de pauvres gens et leurs produits aideront le pays à équilibrer sa balance commerciale. La manufacture, en France surtout, servit de relais entre l'atelier et l'usine. Sa technique est encore celle de l'atelier. Son effectif nombreux et hiérarchisé la rapproche de l'usine. Marx a bien indiqué qu'elle crée des pauvres en même temps qu'elle les rassemble: «La manufacture produit dans chaque métier dont elle s'empare une classe de simples manouvriers, que le métier du moyen âge écartait impitoyablement»[20]. Le dernier mot pourrait indiquer une avantage de la manufacture: employer des hommes que les exigences corporatives

---

[19] Cité par J. P. Gutton, *La société et les pauvres, l'exemple de la généralité de Lyon 1534–1789*», Thèse de doctorat de la Faculté des Lettres de Lyon, Paris, 1970, p. 307. Le mot manufacture, au XVIIe siècle, signifie tantôt atelier, tantôt fabrication.

[20] Marx, *op. cit.*, p. 891, p. 907, p. 1268.

auraient laissé sans travail. Mais la suite du texte discrédite la manufacture. Elle abêtit le travailleur: «La division manufacturière du travail fournit, la première, la matière d'une pathologie industrielle»[21]. Elle inaugure les abus les plus criants du système industriel: «A mesure que la manufacture prit la place du métier, on trouve des traces de l'exploitation des enfants»[22]. Ainsi pour Marx la manufacture est un bagne, comme l'Hôpital général l'est pour Glucksmann. Foucault ajoute que son essor a réduit ce qu'avaient gagné les simples exécutants dans le cadre des métiers: «A mesure que se développent les grandes manufactures, les compagnonnages perdent leurs pouvoirs et leurs droits»[23].

2. Au temps de la Révolution industrielle

La même pression s'exerça sur le peuple lorsque le machinisme eut remplacé l'époque de l'accumulation primitive par celle de l'autoaccumulation.

a) La concentration de la main-d'œuvre: elle apparait avant tout en Angleterre, désormais la première des diverses nations où s'observaient les préludes de l'âge industriel. De même que la France du XVIIe siècle avait connu l'Hôpital général et la manufacture, l'Angleterre du XVIIIe siècle connut le workhouse et l'usine. Les deux nouvelles institutions sont elles aussi concurrentes et complémentaires.

Concurrentes en ce que les workhouses fabriquent des objets qu'on fait également en usine, ce qui soulève la colère des entrepreneurs, criant à la concurrence déloyale: les pensionnaires sont peu payés et, par crainte de la police, travaillent durement sans rechigner.

Complémentaires en ce que les workhouses sont souvent de simples pourvoyeurs de main-d'œuvre. Les fabricants y trouvent des enfants, des «économiquement faibles» dociles à leurs exigences.

Les deux institutions se développèrent parallèlement. Il y avait 126 workhouses à la fin du XVIIIe siècle et la loi Gilbert de 1792

---

[21] MARX, *op. cit.*, p. 907.
[22] *Ibid.*, p. 1268.
[23] FOUCAULT, *op. cit.*, p. 78.

donna toutes facilités aux paroisses pour en créer de nouvelles. L'historien Laslett[24] estime que les workhouses sont comparables aux usines, en tant que points de concentration des indigents, en tant aussi que «section d'armée industrielle». La même force ouvrière s'exerce dans les uns et dans les autres. La vie et le travail y sont également agglomérés. Depuis la machine à vapeur les fabriques s'agglutinent sur les gisements, au lieu de s'égrener le long des cours d'eau. Tout cela aboutit à la même prolétarisation.

b) La subordination de la main-d'œuvre: «Le workhouse ressemble moins à un hospice qu'à une prison»[25]. L'usine ne vaut guère mieux pour le travailleur. Il est «presque à la merci de celui qui l'emploie»[26]. Ce qui explique les anomalies que révèlent les commissions d'enquête, dont les rapports ont été reproduits par Marx, puis par Mantoux. Le temps de la révolution industrielle est celui où la durée du travail devient inhumaine: «En 1786 on travaille 16 heures par jour dans la plupart des filatures»[27]. Les conditions du travail sont inflexibles. Amendes pour les adultes, châtiments corporels pour les enfants, discipline militaire. L'Etat contribue à la dureté du système en poursuivant les ouvriers qui forment des associations: «En 1790, 5 repasseurs de ciseaux furent condamnés pour le crime d'‹ association de malfaiteurs›, prévu par la loi pénale longtemps avant qu'on songeât à prendre des mesures spéciales contre les coalitions ouvrières»[28]. C'est à cette époque-là que l'industrialisation est synonyme d'oppression, en Occident.

B. *La création de la main-d'œuvre industrielle en Union Soviétique*

Le regroupement de la main-d'œuvre soviétique est indiqué par les chiffres de l'urbanisation. La population urbaine est passée de 26 à 56 millions entre 1926 et 1939. Ce rassemblement s'est fait surtout du temps de Staline sous la plus grande contrainte qu'on ait

---

[24] *Un monde que nous avons perdu* (Trad. de l'anglais), Paris, Flammarion, 1969, p. 170.

[25] MANTOUX, *op. cit.*, p. 452.

[26] *Ibid.*, p. 456.

[27] *Ibid.*, p. 431.

[28] *Ibid.*, p. 466.

jamais connue. En même temps Staline a fait passer son pays de l'âge de la charrue en bois à celui du spoutnik. L'analyse de la contrainte montrera quel rapport existe entre les deux événements.

1. Les bases de la contrainte économique

Jusqu'aux plans quinquennaux le peuple soviétique disposait d'une certaine liberté économique, particulièrement dans les campagnes. La contrainte devint quasi-totale à partir de 1930. Elle s'explique par la volonté de donner rapidement à l'unique pays socialiste la force de la grande industrie, et par la conscience de la difficulté d'une pareille tâche. Le niveau industriel de la Russie de 1929 était bas et, si les ressources naturelles pour l'élever ne manquaient pas, elles se trouvaient généralement dans des régions inhospitalières. Sans doute il n'est pas évident que la contrainte soit la meilleure incitation à travailler: on oppose couramment à la croissance soviétique celle que les Japonais ont obtenue sans terreur policière. Mais il faut considérer que la population soviétique n'a ni l'homogénéité ni la mentalité industrieuse des Japonais, qu'elle ne pouvait pas compter sur l'aide étrangère, et que le pays venait d'accomplir une révolution politique. Les dirigeants voulaient appliquer la doctrine marxiste, préconisant la refonte de la société pour changer l'homme radicalement, ce qui excluait toute attitude libérale.

L'Union Soviétique possédait déjà les instruments légaux de la contrainte. D'abord les droits de l'homme sont conditionnels dans la conception marxiste: «Les droits sont le résultat d'un progrès des structures sociales et, dès lors, l'homme ne peut en jouir sans remplir en même temps les devoirs nécessaires au maintien des structures qui conditionnent la jouissance des droits»[29]. Ceci a pour conséquence que celui qui refuse d'accomplir la tâche assignée par le plan est hors-la-loi.

En second lieu la justice est, en pays marxiste, un instrument de la lutte des classes. La notion d'un pouvoir judiciaire neutre est inintelligible, tout pouvoir étant au service de la transformation

---

[29] G. Vedel, *Les démocraties soviétique et populaires*, Paris 1966.

des rapports de production. L'unité du pouvoir est fondamentale et l'individu n'a aucun droit à opposer à l'Etat.

Ensuite Staline avait déjà, en 1930, transformé la police politique de simple instrument de répression en un appareil de contrôle de l'ensemble de la vie soviétique. Ainsi peut-elle acquérir la direction d'un très grand nombre d'institutions pénitentiaires.

Il suffit d'ajouter que l'Union Soviétique est une dictature de parti, où le parti unique se confond avec l'Etat, pour admettre que la contrainte y est plus absolue qu'elle n'a jamais été sous aucune monarchie, fût-ce la France de Louis XIV.

2. La contrainte pénitentiaire

Condamner aux travaux forcés s'est fait de tout temps et en tous pays. Si la France de Louis XIV et la Russie de Staline sortent ensemble de la banalité, selon Glucksmann, c'est d'abord parce qu'on y trouve la volonté d'enfermer des personnes plutôt socialement gênantes que positivement délinquantes. Les internés de l'Hôpital général et les détenus des camps soviétiques n'ont pas fait l'objet d'une condamnation devant un tribunal, mais ils refusent la façon de vivre qu'un Etat autoritaire a prévue pour eux. En outre, l'Etat attend des établissements pénitentiaires une contribution importante à l'économie nationale. Les analyses précédentes indiquent les deux points pour la France du XVIIe siècle. Qu'en est-il pour l'Union Soviétique[30]?

a) Historique du système concentrationnaire: l'Union Soviétique a ouvert dès 1918 des camps de concentration, pour «protéger la république des Soviets contre ses ennemis de classe en isolant ces derniers»[31]. L'année suivante fut prévue la création d'un camp de travail correctif dans chaque chef-lieu de province. Un peu plus tard s'ouvrirent les camps du Nord à destination spéciale, bientôt regroupés dans les îles Solovki, premier Archipel du Goulag. Mais

---

[30] Bien avant Soljenitsyne et Glucksmann, BARTON a décrit «l'institution concentrationnaire en Russie» et «l'Economie politique du travail forcé» qui en est le chapitre IV. *Commission internationale contre le régime concentrationnaire*, Paris, Plon, 1959.

[31] Décret du 5 septembre 1918.

Soljenitsyne note qu'ils n'avaient pas de programme économique déterminé. Il fallut attendre les plans quinquennaux pour que les camps deviennent une pièce maîtresse de l'économie soviétique. Après la mort de Staline la plupart furent fermés. Mais il reste un ensemble de lieux de détention (prisons, camps, colonies) ou de cure (hôpitaux psychiatriques) pour maintenir isolées de la masse les personnes politiquement douteuses, ce qui est la première et la principale raison de l'établissement des camps.

b) Le volume de la main-d'œuvre pénale: Il a beaucoup varié. Les détenus sont devenus nombreux à partir de la collectivisation des campagnes, au début du premier plan quinquenal. Les Koulaks fournirent alors de gros contingents: «Staline a évalué une fois à dix millions les morts et les déportés»[32]. L'époque des «purges» porta l'effectif plus haut encore: le parti, l'armée, l'administration rejoignirent les paysans réfractaires et les ouvriers paresseux. Warren W. Eason estime que 10 millions de personnes vivaient alors dans les camps[33]. Pendant la guerre, les Russes furent relayés par des étrangers (Polonais, Baltes, Roumains) venant des territoires annexés. Après la guerre arrivèrent des collaborateurs et des prisonniers de retour d'Allemagne. Aujourd'hui les prisonniers politiques sont moins nombreux qu'autrefois mais il s'y joint des éléments «antisociaux» et «parasitaires». Il s'agit en fait de mendiants, dont on signale la présence un peu partout[34], et de «fortes têtes» qui refusent l'emploi qu'on leur offre. Ils sont passibles d'un bannissement de 2 à 5 ans accompagné de travail obligatoire.

c) Nature de l'institution pénitentiaire: Le camp couvre une région déterminée, parfois immense, mais il est complètement indépendant des autorités de sa région. Le tribunal qui doit connaître des délits reprochés aux détenus ne relève pas de l'organisation judiciaire régionale. La section politique, organe du Parti, commandant le camp, entre dans la hiérarchie du Parti par l'inter-

---

[32] Hélène Carrère d'Encausse, *L'Union Soviétique de Lénine à Staline*, Paris 1972, p. 244.

[33] «Population and Labor Force», dans le recueil *Soviet Economic Growth*, p. 110.

[34] Vgl. Michel Tatu, *U.R.S.S.*, Paris 1966, p. 120.

médiaire de la section politique du Goulag, directement subordonnée au Comité Central du Parti, et non par l'intermédiaire de l'appareil régional. La section tchékiste n'est pas subordonnée aux organes locaux de la sécurité d'Etat. En somme, le camp forme un Etat dans l'Etat.

3. L'importance économique du système concentrationnaire

Les détenus ne se trouvent pas seulement dans des camps de travail et peuvent jouer ailleurs un rôle économique. Barton a signalé[35] l'existence de ce que Soljenitsyne appellera «le Premier Cercle». Mais son importance est faible à côté de celle des bagnards.

Le camp se définit par une fonction économique déterminée. Par exemple le Bamlag était chargé de construire le chemin de fer Baïkal-Amour et s'étendait le long de la voie sur plusieurs milliers de kilomètres. Certaines tâches sont réservées au Goulag, en gros l'infrastructure de régions économiquement neuves, où existent des ressources minérales et que l'on veut par conséquent industrialiser. Le Nord, l'Asie Centrale étaient jusqu'alors peu habitées, à cause du gel ou de l'aridité. L'Union Soviétique a d'ailleurs suivi la tradition russe: au temps du tsar des paysans étaient déportés pour coloniser la Sibérie et des forçats étaient employés à creuser des mines. Mais leur nombre était infiniment au-dessous de celui des détenus soviétiques.

La main-d'œuvre pénale peut, ou bien être affectée aux travaux mêmes du camp, ou bien être louée à des entreprises relevant des ministères économiques. Elle est alors jointe à une main-d'œuvre libre. Un ancien directeur d'usine signale: «Quand un manque de travailleurs se faisait sentir, on faisait venir des détenus selon un contrat passé avec le Goulag.» Les forçats servent donc de réserve de main-d'œuvre. La liste des travaux exécutés par eux est impressionnante[36]. Ils ont creusé des canaux (Canal de la Mer Blanche et Canal Volga-Don), construit des voies ferrées et des centrales hydro-électriques en Sibérie et en Asie Centrale, exploité des mines

---

[35] Barton, *op. cit.*, p. 123.

[36] Cf. Soljenitsyne, *L'Archipel du Goulag*, T. II, Paris 1974, p. 442.

(charbon, or, uranium), participé à la construction de villes et de combinats (Kouznets, Magnitogorsk). Certaines productions étaient le monopole du Goulag, en particulier l'extraction de l'or dans le bassin de la Kolyma. Les détenus assurèrent aussi l'exploitation de champs pétrolifères dans le grand Nord, pendant la guerre. A quoi s'ajoute la fourniture de bois par d'innombrables chantiers d'abattage.

L'emploi des détenus est peu rationnel. Barton et Soljenitsyne ont noté le gaspillage de qualifiés, mis à des travaux simples ou éliminés par inconscience. Les «administratifs» représentent 20% du total. Les «manuels» travaillent avec un outillage si réduit que leur rendement est infime. Soljenitsyne en conclut que les camps coûtent plus qu'ils ne rapportent. Mais Glucksmann rétorque avec raison que:

a) «Le travail forcé fut employé dans les branches où l'on peut se passer de machines modernes et coûtantes»[37]. Economiser l'équipement est normal lorsque la main-d'œuvre est la ressource abondante!

b) La rentabilité de ce genre d'institution doit s'évaluer du point de vue de l'ensemble de l'économie nationale. Seule une main-d'œuvre pénale pouvait créer une infrastructure sous le cercle polaire. Une fois installées les voies de communication, centrales électriques ... les régions devinrent habitables et diverses activités économiques y trouvèrent une rentabilité. La condition était la fourniture de main-d'œuvre suivant les besoins. Lorsque le Goulag craignit d'en manquer (au début de la guerre), il améliora l'ordinaire et allongea les peines encourues.

4. La contrainte non pénitentiaire

La main-d'œuvre ordinaire subit une contrainte, sous Staline, qu'on peut rapprocher de celle qui a pesé sur les premiers ouvriers occidentaux: livret de travail, toute puissance des rares techniciens, salaire si bas qu'elle manque de sécurité! Affectée suivant le plan, elle ne peut changer d'emploi sans autorisation.

---

[37] GLUCKSMANN, *op. cit.*, p. 130.

2. *Les limites de la contrainte*

Aucun Etat ne dure par la seule contrainte et aucune croissance économique ne s'est faite seulement par le travail forcé. L'histoire le montre pour l'Union Soviétique comme pour l'Occident, sans confondre cependant les deux situations.

A. *En Occident*

L'internement du XVIIe siècle inaugura, selon Glucksmann, l'Economie politique du travail forcé. Jusqu'à quel point a-t-il raison? A la période suivante naquit la grande industrie. Fut-elle contraignante au même degré?

1. L'importance relative de l'internement

Le sens et la portée du «grand renfermement» apparaissent tout autrement chez Michel Foucault et chez les historiens de la pauvreté comme est, en France, le Professeur Jean-Pierre Gutton[38].

Il replace d'abord l'institution de l'Hôpital général dans la politique sociale française. Le XVIe siècle a cherché à régulariser l'assistance aux pauvres: distribution de secours à des lieux et à des temps déterminés, financée par une taxe spéciale et jointe à l'interdiction de mendier. Malheureusement ni le nombre des mendiants ni leur agressivité ne diminuèrent. D'où l'idée de rassembler les pauvres dans un organisme central, à gestion spécifique et à pouvoir coercitif. Mais l'Hôpital général ne fut qu'un élément d'une politique globale d'assistance, de même que les manufactures qu'il contenait ne furent qu'un aspect de la mise au travail des pauvres. Ainsi les hôpitaux traditionnels ont été maintenus, les confréries religieuses ont continué leur œuvre charitable, l'Etat a encouragé les Monts-de-Piété. L'assistance par le travail prit d'autres formes que l'internement, telles que la distribution de laine aux pauvres par les abbayes. L'Hôpital général ne fut pas la seule insti-

---

[38] La thèse déjà citée, est résumée dans un manuel des Presses Universitaires de France, *La société et les pauvres en Europe*, Paris, 1974, que cite GLUCKSMANN, en estropiant le nom de l'auteur.

tution qui forçait les pauvres à travailler: les dépôts de mendicité, les maisons de correction en Angleterre en firent autant, et continuèrent après l'âge classique.

Un certain nombre de remarques faites par J. P. Gutton détournent de croire que «L'Hôpital général préfigure le camp de concentration». Les rapports entre l'Hôpital général et les pauvres ne se posent pas seulement en termes d'internement, puisqu'il distribue des secours à domicile. On y met «certains» pauvres, ceux qui n'ont ni métier, ni caution. Le directeur juge en dernier ressort, *sauf* les fautes les plus graves. Le nombre des enfermés et la durée de l'enfermement n'ont jamais été très grands pour des raisons financières ou pratiques. Bien des établissements utilisaient le système des «soumissions» consistant à «libérer les mendiants pour lesquels un parent ou un ami s'engageait à verser une amende en cas de récidive»[39]. La chasse aux gueux révoltait le public qui rossait les archers trop zêlés. Les peines édictées étaient féroces mais «on ne s'est jamais préoccupé sérieusement au XVIIe siècle de faire appliquer les rudes peines prévues contre les récidivistes»[40].

La portée économique du renfermement fut limitée et surtout temporaire. Le souci de créer un ordre moral comptait plus pour les autorités françaises que celui de faire progresser l'économie. Sans doute M. Foucault écrit: «Il semble que Colbert, comme ses contemporains anglais, ait vu dans l'assistance par le travail à la fois un remède au chômage et un stimulant pour le développement des manufactures»[41]. Mais J. P. Gutton note que les communautés de métier protestaient contre ce «travail noir» et que les internés étaient à la fois peu capables et peu désireux de travailler. Foucault admet d'ailleurs: «En fait, il ne semble pas que l'internement ait joué le rôle qu'on en attendait... Tout au long du XVIIIe siècle, la signification économique que Colbert avait voulu donner à l'Hôpital général ne cessera de s'effacer»[42]. L'Hôpital général lui-même perd alors de son importance: «A quelques exceptions près les

---

[31] J. P. Gutton, thèse, p. 332.
[40] J. P. Gutton, thèse, p. 361.
[41] M. Foucault, *op. cit.*, p. 83.
[42] *Ibidem*, p. 85.

Hôpitaux généraux vont, dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle, cesser de renfermer les mendiants et ce sont des établissements spéciaux, les dépôts de mendicité, qui seront chargés de cette tâche»[43].

En définitive l'Hôpital général a été un essai de résoudre le problème de l'assistance publique par la centralisation. Le nombre des pauvres était devenu tel que la charité privée ne pouvait plus y suffire. Michel Foucault a souligné avec raison la volonté d'en faire un monde à part. Mais il a exagéré son importance économique. Les nouvelles conditions du travail, techniques et commerciales, requièrent une mobilité des forces productives, une adaptation au changement que des institutions «lourdes» comme l'Hôpital général ne permettent pas d'atteindre.

2. L'apparition d'un marché du travail

Au temps de la révolution industrielle les fabriques quittent les campagnes pour les villes où elles trouvent la main-d'œuvre indispensable sans avoir besoin de mettre des workhouses en réquisition. Le travail ne manque pas, mais les pauvres restent pauvres et ne sortiront pas de leur misère avant longtemps. Pourtant l'espoir peut naître parce que la nouvelle société leur apporte une liberté. Une loi de 1795 établit en Angleterre la liberté de déplacement pour la main-d'œuvre en retirant aux autorités locales le droit de renvoyer les pauvres dans leur paroisse d'origine. Ainsi disparut le demi servage qu'avait introduit la loi du domicile. De même, «des décrets du Parlement de 1774 et 1799 abolirent le servage à vie des mineurs écossais. La plupart d'entre eux quittèrent les mines pour s'engager dans les industries nouvelles»[44]. Ceci prouve que la liberté juridique est un atout pour obtenir une liberté matérielle, car les industries nouvelles sont celles qui payent le mieux. Il est vrai que le progrès est tout relatif, car le marché du travail sera pendant cinquante ans au moins un marché d'acheteurs où triomphe le loueur de main-d'œuvre. Bien des ouvriers

---

[43] J. P. Gutton, *op. cit.*, p. 452.

[44] C. Fohlen, *Histoire générale du Travail. L'ère des révolutions*, Paris 1960, p. 32.

libres du XIXe siècle vivront aussi pauvrement que les enfermés du XVIIe siècle. Mais la seconde moitié du XIXe siècle, sans faire disparaître la pauvreté, réduira la proportion de pauvres dans la société industrielle, parce que le marché du travail se retournera, devenant le plus souvent et pour la plupart un marché de vendeurs.

L'apparition d'une liberté féconde était à souligner pour la comparaison de l'Est et de l'Ouest. L'industrie anglaise s'est mise à croître de façon vertigineuse en même temps que les travailleurs devenaient libres d'aller et venir. Finalement la contrainte intérieure[45] a joué un rôle modeste dans la croissance économique occidentale.

B. *En Union Soviétique*

Le travail forcé ne peut expliquer l'essentiel de la croissance soviétique. Tout simplement parce que les condamnés ne furent jamais qu'une minortié. Ils représentèrent au maximum 11% de la population active (en 1939, 10 millions sur 90). Il est vrai que la proportion est beaucoup plus forte si l'on tient compte de ce qu'ils étaient employés avant tout dans les mines, le bâtiment, l'industrie et les transports à une époque où la majorité des travailleurs soviétiques se trouvaient dans le secteur primaire. En 1939 il y avait 14 millions de salariés dans l'ensemble de ces quatre branches; on peut donc estimer que les condamnés y formaient le tiers de la main-d'œuvre.

Aujourd'hui la main-d'œuvre pénale n'est plus que l'exception et la main-d'œuvre ordinaire jouit d'une certaine liberté d'emploi. Il reste, bien sûr, l'obligation de travailler, inscrite dans la Constitution, à laquelle les poursuites contre les «parasites» donnent une réalité. Mais la condition ouvrière à l'Est et à l'Ouest présente deux traits communs.

1. Le salaire au rendement. En Union Soviétique la rémunération se calcule souvent aux pièces, ce qui donne aux plus actifs un niveau de vie appréciable, compte tenu de ce que diverses consommations collectives s'ajoutent à ce que procure l'argent gagné.

---

[45] Glucksmann ne soulève pas la question de la colonisation occidentale.

2. Le pouvoir syndical. En Union Soviétique les syndicats ne sont pas plus qu'en Occident un organe de gestion de l'entreprise, et ils n'ont pas, comme en Occident, la charge de défendre les intérêts d'une catégorie sociale déterminée. Ils sont seulement le moyen pour la collectivité prolétarienne de faire sentir son action au plan professionnel. Au début des plans quinquennaux, leur premier devoir fut de faire passer le stakhanovisme dans une population peu disposée à l'accueillir. Cependant la loi leur donne certaines fonctions susceptibles d'en faire une force vis-à-vis de la direction, dont la pleine autorité reste de principe. Ils ont à veiller à l'hygiène, à la sécurité, et ils étudient avec la direction les modifications à établir dans le rythme du travail. Un ingénieur français qui a travaillé dans une usine soviétique a été frappé par la lenteur des cadences et la difficulté de les changer: «Les ordres sont constamment discutés. L'ingénieur ou le contremaître qui commande un travail à un de ses subordonnés se voit aussitôt entouré de quelques autres et du représentant du syndicat; chacun donne son avis sans aucun respect de la hiérarchie»[46].

Ainsi la période du regroupement forcé en Union Soviétique paraît close. Le problème est actuellement d'empêcher une urbanisation «sauvage» en freinant le départ des kolkhoziens.

Conclusions

Les remarques qui précèdent permettent d'apprécier l'ouvrage de Glucksmann au point de vue de l'histoire économique et de celle du marxisme.

A. La place du travail forcé dans la croissance économique

Glucksmann place l'Hôpital général de Louis XIV et le camp de travail correctif de Staline sous la même rubrique de l'accumulation par la violence. Le rapprochement est discutable. Non seulement les caractéristiques des institutions sont différentes (en-

[46] A. Delrive, «Ingénieur français en U.R.S.S.», in *Revue de l'Action Populaire*, janvier 1963.

fermer dans une ville ou isoler dans la taïga n'est pas pareil), mais leur place dans l'histoire économique n'est pas du même ordre. L'Hôpital général était une solution de fortune, qui fut abandonnée dès que l'usine appela beaucoup d'ouvriers. C'était aussi une réponse au changement de la conjoncture, de même que le rassemblement des chômeurs américains dans des camps, au temps de la présidence Roosevelt. Mais l'internement est une mauvaise politique économique, de même que les ateliers nationaux, qui reviennent à favoriser n'importe quelle activité sous prétexte qu'elle fournit des emplois. Le renfermement des pauvres au XVIIe siècle n'a par lui-même conduit à aucun changement de structure. Les phénomènes moteurs de l'époque – enclosures, transformation du marchand «pur» en marchand-fabricant, en sont indépendants: on n'internait plus les pauvres lorsque les enclosures ont atteint leur rythme le plus vif. Les camps soviétiques sont au contraire l'affectation forcée de la main-d'œuvre soviétique à un changement décisif: l'industrialisation d'un pays sous-développé.

Il reste que Glucksmann a souligné trois ressemblances entre l'Est et l'Ouest.

1. Une ressemblance politique: l'internement au service de l'Etat, commun à la France de Louis XIV et à la Russie soviétique (pas seulement stalinienne). Il fallait imposer l'Etat aux gueux. L'Etat, c'est-à-dire un ordre moral sous Louis XIV et l'industrialisation sous Staline, conformément d'ailleurs à la thèse marxiste sur les rapports entre l'infrastructure et la superstructure.

2. Une ressemblance économique: la misère au service de la croissance, commune à l'Angleterre de 1800 et à l'Union soviétique. Ressemblance limitée car, à l'Ouest, la misère était le plus souvent sans renfermement, ce qui laisse une alternative à la main-d'œuvre. La contrainte par le prix est concrètement moins rigoureuse que la contrainte par l'internement.

3. Une ressemblance socio-culturelle: le sentiment d'aliénation de son travail, chez le mendiant occupé de force, chez l'ouvrier de 1800 qu'épuisent de trop longs travaux, chez le soviétique esclave du camp. Sans doute, «une journée d'Ivan Denissovitch» rapporte la fierté d'un déporté qui travaille de son mieux. Ce que Soljenitsyne a publié ensuite indique que ce comportement est exceptionnel.

Glucksmann ne signale pas un autre point commun à la France de Louis XIV et à la Russie de 1930: l'asphyxie d'origine démographique. Les deux pays souffrirent d'un blocage économique, causé par la faiblesse de leur technologie à une époque où leur démographie était forte. Il fallait pour en sortir augmenter la productivité du travail, ce qui fut cherché par des moyens brutaux.

En somme, le point commun essentiel mis en lumière par Glucksmann – la misère d'un grand nombre – ne se rattache pas d'abord à l'enfermement. L'oppression existe; elle est liée à certaines institutions: parmi elles le camp de travail correctif compte beaucoup, l'Hôpital général fort peu.

B. La division des pauvres

Ecrire, comme fait Glucksmann, que le despote châtie la plèbe, c'est sous-estimer l'importance de la division des pauvres entre les admis et les exclus. On trouve la distinction à l'époque de Louis XIV, puisque seuls les pauvres «sans aveu» pouvaient être internés. On la trouve aussi chez Karl Marx qui vilipende «la pègre prolétarienne, ces basses couches de l'ancienne société qui se putréfient sur place ... Tout la dispose à se laisser acheter pour des menées réactionnaires»[47]. Toute société, traditionnelle ou industrielle, distingue les pauvres et les indigents, définis économiquement par la suffisance ou l'insuffisance, politiquement par la soumission ou l'insoumission. La faiblesse technologique explique l'existence d'une couche miséreuse dans les sociétés anciennes. Elle se rencontre encore en pays industriel pour deux raisons. La première est économique. La production mécanisée se fait d'avance, ce qui provoque des discordances entre l'offre et la demande. Elles se réglent par l'admission ou le rejet d'un volant de main-d'œuvre (pénale dans le cas de l'URSS, immigrée dans le cas de l'Occident d'aujourd'hui), qui restera indigente, faute d'être utilisée en permanence.

---

[47] K. Marx, *op. cit.*, p. 172.

La seconde est psychologique. Une révolution technique rejette les masses dans un état d'immaturité[48]. Laslett a relevé le traumatisme qui nait, chez celui qui devient ouvrier, de la coupure dans la continuité de l'expérience émotionnelle[49], et Perroux la contradiction industrielle entre maîtres et servants des machines[50].

La première raison n'existe pas dans un régime socialiste qui planifie production et besoins, mais on y trouve une raison particulière d'exclusion: la résistance à la doctrine officielle.

C. Marxisme et oppression

Glucksmann soulève aussi la question de la responsabilité de Marx dans l'oppression soviétique. Peut-on, comme lui, remonter de Staline à Lénine et de Lénine à Marx?

La première démarche est justifiée, car Lénine a inauguré deux moyens d'oppression.

1. Il a créé un Parti unique monolithique, où sont interdites les «fractions», et qui dispose par conséquent d'un pouvoir sans limites.

2. Il a ouvert des camps de concentration et les a maintenus, une fois terminée la guerre civile.

Qu'il ait eu des remords tardifs ne paraît pas suffisant à l'innocenter. Accuser Marx lui-même est plus difficile. D'une part il a dénoncé l'oppression qui pesait sur les faibles, soit au temps de l'accumulation primitive, soit aux premiers temps de l'industrialisation, en particulier les cruautés envers les enfants employés à l'usine. De même il préconisait de briser la machine bureaucratique et militaire, donc de trouver une nouvelle forme d'Etat.

Mais d'autre part on connait sa thèse sur la dictature du prolétariat, énoncée déjà dans une lettre à Weydemeyer en 1852 et rappelée plus tard dans la critique du programme de Gotha. Le «Manifeste communiste» contient aussi d'énergiques formules sur la

---

[48] Cf. J. VALARCHÉ, «Misère prolétarienne et industrialisation», in *Revue d'Economie Politique*, juillet 1949.

[49] LASLETT, *op. cit.*, p. 172.

[50] Dans sa préface à l'édition de «La Pleiade» de KARL MARX, *Economie*.

Révolution qui n'est pas une partie de plaisir et quelques mois plus tard, au moment où avortait la Révolution de 1848, Marx écrivit dans un journal qu'il ne restait aux révolutionnaires que le terrorisme.

Maximilien Rubel indique une solution à la difficulté: «Marx ne justifie pas le despotisme ... au moins dans les nations civilisées»[51]. Entre la société capitaliste et la société communiste s'intercalera nécessairement la dictature du prolétariat. Mais si l'Etat de la société capitaliste finit sous la forme d'une République démocratique, alors pourrait être réalisé le programme démocratique: suffrage universel, législation directe, justice populaire, milice du peuple[52]. S'il finit au contraire sous la forme d'un despotisme militaire, la bataille définitive entre les classes sera sanglante. La Prusse de 1848, la Russie de 1917 ressemblaient évidemment plus à un despotisme militaire qu'à une République démocratique. Mais, si l'on peut admettre que le programme de transition ait été despotique, comment accepter qu'il le soit encore au bout de cinquante-sept années? Que l'Etat Soviétique soit encore «mangeur d'hommes» jette le doute sur la valeur de la thèse marxienne.

---

[51] Commentaire à K. Marx, *op. cit.*, p. 1584.
[52] *Ibid.*, p. 1430.